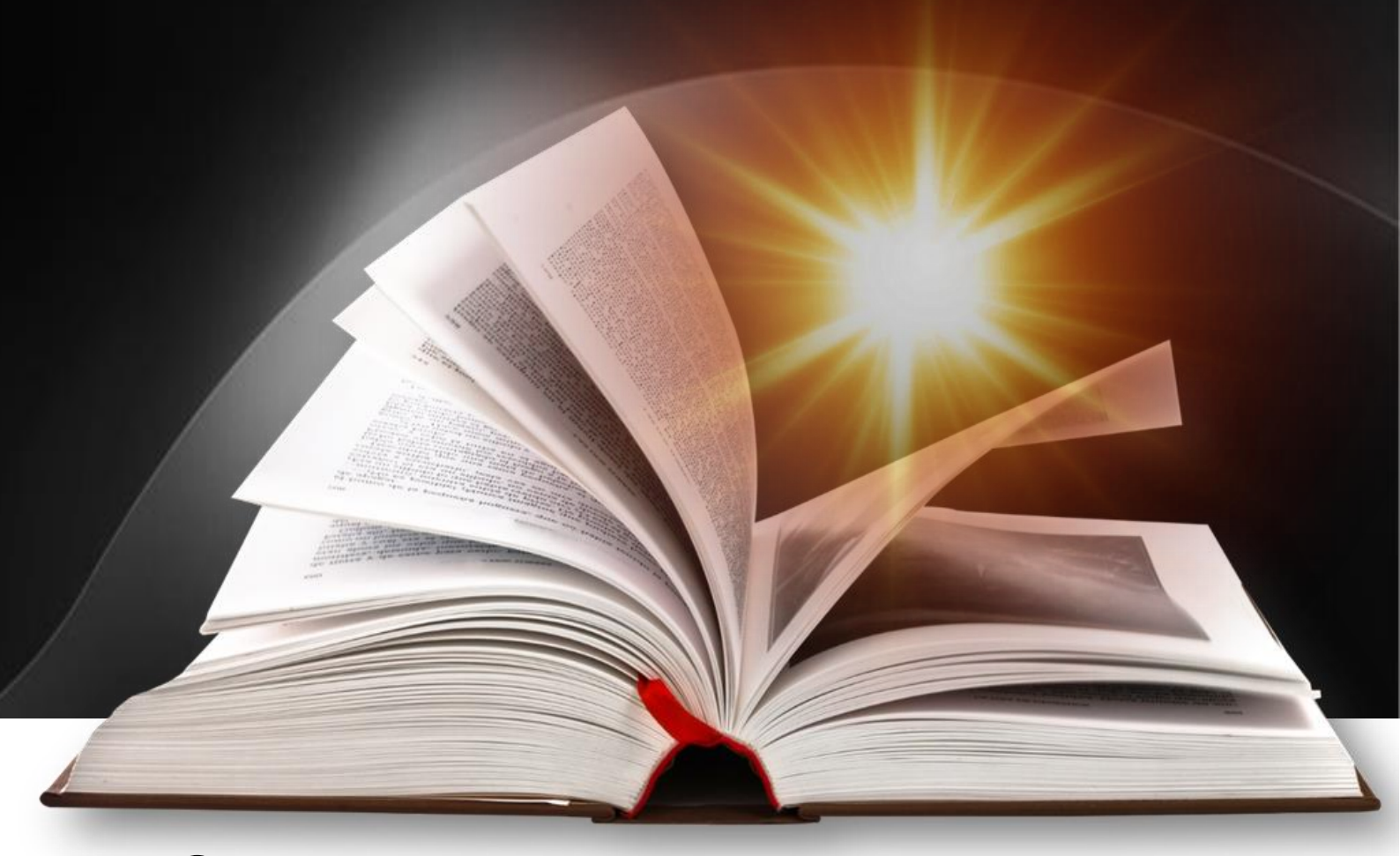
ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

RPJ

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -



Volume 2, n°1, Janvier - Avril 2023

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

AS
African Scientific Universe

Afrindala Group

© Editions Lumumba

Digital, élections et autonomisation des femmes et filles au Maniema : recueil des activités de la quinzaine du mois de mars 2023 à l'université de Kindu

[Digital, elections, and empowerment of women and girls in Maniema : collection of activities during the fortnight of March 2023 at Kindu University]

Okandju Masangu Erick
Betofe Bangala
Omari Andjelani
Kalume Feza
Radjabo Andjelani
Kasimu Akida[1]
Omolela Selemani [1]
Enseignants-chercheurs/ RD Congo
Email : erickokandju@gmail.com

ISSN

: 2790-6248

: 2790-6256

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -

DOI : https://doi.org/10.58610/RPJ.2790.6248.6256.31

Editions Lumumba I Afriscience I Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

EDITIONS LUMUMBA

Un nouvel élan de l'édition africaine

Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)
ISSN : 2790-6248
e-ISSN : 2790-6256
© Editions Lumumba - APANAEFJ
Bibliothèque Nationale du Congo I Ordonnance loi n° 89-010
du 11 janvier 1989 – Permis d'implantation n° BNC/DPHK/08/2022

Afrindala Group

La Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ) est une revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive. Elle se veut un lieu de diffusion de travaux de recherche originaux et substantiels sur diverses questions liées aux enjeux et défis des sociétés africaines, dans toutes les disciplines scientifiques. La RPJ est enregistrée par le Centre International de l'ISSN (International Standard Serial Number) sous les numéros ISSN : 2790-6256 et e-ISSN : 2790-6248.

Les Éditions Lumumba, sous la houlette du label panafricain Afrindala Group, branche scientifique « Afriscience », sont une maison d'édition établie en RD Congo conformément à l'Ordonnance-Loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 et opérant sous le permis d'établissement n° BNC/DPHK/08/2022. Enregistrées auprès de l'Agence Internationale de l'ISBN, par l'intermédiaire de l'Agence Francophone pour la Numérotation Internationale du Livre (AFNIL), les Éditions Lumumba sont repértoriées sous l'identifiant éditeur : 978-2-38489.

Le comité scientifique international, composé d'enseignants et de spécialistes d'Afrique et d'ailleurs, assure une diversité d'expertises et de perspectives. En tant que membre de Crossref, une organisation américaine participant à l'indexation globale du contenu scientifique, les Éditions Lumumba bénéficient d'un préfixe DOI (10.58610) pour attribuer un DOI unique à chaque œuvre éditée. Cela permet aux publications d'être accessibles à des milliers de membres de Crossref et à des centaines d'organisations, y compris des institutions scientifiques et universitaires du monde entier, augmentant considérablement la visibilité et l'impact international des travaux publiés.

Les Éditions Lumumba s'appuient sur un vaste réseau de distributeurs et de partenaires internationaux, incluant des universités, des ONG et de grandes plateformes telles que CAIRN.INFO (la plus grande bibliothèque numérique francophone), DILICOM, OpenEdition Books, la plateforme Afriscience, etc.

© Editions Lumumba

Revue Panafricaine de la Jeunesse

— RPJ —

- Pan African Youth Journal -

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Périodicité : avril, août et décembre
Prix du numéro : 30 USD
Abonnement annuel : 100 USD
Version numérique disponible sur : www.afriscience.org
Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :
@editionslumumba | @afriscience

Imprimé en République Démocratique du Congo

Tél. (+243) 90 43 370 19
Email : contact@editionslumumba.com
Site web : www.editionslumumba.com
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo

Editorial

Ce premier numéro du Volume 2 de la Revue Panafricaine de la Jeunesse pour l'année 2023 témoigne de la détermination des scientifiques africains provenant de différents pays. Leur objectif commun est d'éclairer les acteurs politiques, scientifiques, sociaux, etc., en fournissant des données scientifiques fiables. C'est pourquoi, dans une perspective panafricaine, la Revue Panafricaine de la Jeunesse s'est positionnée comme une plateforme internationale pour l'échange et la diffusion d'études africaines. Auparavant, ces études devaient être publiées dans des revues non africaines, voire étaient rejetées en raison de divergences avec leur prétendue "*politique éditoriale*".

La science africaine est une valeur fondamentale à capitaliser et à promouvoir, et cela ne peut être réalisé qu'en impliquant tous les acteurs. C'est pourquoi, les membres du comité scientifique de la Revue Panafricaine de la Jeunesse, ainsi que les instructeurs externes issus de divers horizons, ont accepté de relever ce défi en apportant leurs solutions et leur expertise à cette revue. Ce mélange de connaissances et d'idéologies provenant de différents pays africains et d'ailleurs fait de la RPJ une revue panafricaine d'avenir, porteuse d'espoir et de renaissance scientifique.

En tant que l'une des principales revues africaines dans le domaine de la recherche scientifique, la RPJ s'efforce de maintenir des normes de qualité élevées pour tous les articles publiés. Elle enregistre aujourd'hui un taux d'acceptation de 50%, ce qui témoigne de la rigueur de notre processus de sélection. L'accueil chaleureux reçu de la part du grand public africain et d'autres régions reflète notre engagement en faveur de la promotion d'une science africaine de qualité.

Cette édition présente les contributions de chercheurs émérites issus d'une large gamme de pays africains, tels que le Sénégal, la RD Congo, le Togo, le Madagascar, le Cameroun, le Mali, le Burkina Faso et le Bénin. Ces chercheurs représentent différents domaines et secteurs de l'activité scientifique en Afrique, leur permettant ainsi de proposer des recherches originales et pertinentes sur une variété de questions touchant les sociétés africaines dans divers secteurs, tels que la jeunesse, la technologie, le droit, la sociologie, l'économie, le développement, l'environnement, la politique, la gestion des ressources humaines, la sociologie du développement, la culture et les arts, la littérature, la médecine, la santé, etc.

Notre comité de rédaction, notre comité scientifique et nos évaluateurs externes travaillent en étroite collaboration avec les auteurs afin de garantir la qualité et la pertinence de chaque article publié. Nous sommes convaincus que cette approche collaborative est essentielle pour renforcer la position de la science africaine à l'échelle mondiale et veiller à ce que les sociétés africaines bénéficient des avantages de la recherche de qualité.

Plongez-vous dans ce numéro de notre revue et découvrez les trésors de la science africaine. En rejoignant notre communauté de lecteurs, vous contribuerez à renforcer la position de la science africaine à l'échelle mondiale, tout en permettant aux sociétés africaines de bénéficier des avancées de la recherche de qualité. N'hésitez plus et embarquez pour un voyage fascinant à travers les découvertes, les innovations et les idées novatrices qui façonnent l'avenir de l'Afrique et du monde.

Dr Basile Mulwani Makelele
Professeur des Universités

Equipe de la revue

Comité de rédaction

- Directeur de Publication : M. le Pr. **Basile Mulwani Makelele**, RD. Congo
- Rédacteur en chef : M. le Pr. **Philippe Kasongo Maloba Tshikala**, Belgique
- Rédacteur en chef Adjoint : M. **Valery Ngoy Ndala,** RD. Congo
- Traducteur en chef : M. le Dr. **Fo-Koku D. Woameno**, Togo
- Relecteur Principal : M. **Jean-Micky Kafuwa Musongo**, RD Congo
- Responsable de la mise en ligne : Mme **Blin Acouh Marie-José**, Côte d'Ivoire
- Secrétaire de rédaction : M. **William Agbaka,** Bénin
- Référente pour le suivi du processus d'adhésion : Mme **Marie Mbatshiona Mundi**, RD. Congo
- Responsable administratif et financier : M. **Banon Zinsou Côme**, Bénin
- Responsable des partenariats : M. **Fidèle BUKASA KABWE,** RD. Congo

Comité scientifique

- Abdoulaye Ouedraogo, PhD, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP), Burkina Faso
- Abi-Kaberou Gildas, PhD, UAC/ENS-Porto-Novo/Laboratoire de Pédagogie et de Didactique des Humanités (LaPEDIH), Benin
- Adaba Koffi Amessou, PhD, Université de Lomé, Togo
- Akimou Tchagnaou, PhD, Université de Zinder, Niger
- Ambombi Eyolo Azede Espoir, PhD, Chaire MBA, Afrikan campus, Congo Brazza
- Amoussou Franck, PhD, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Ballo Drissa, PhD, Enseignant-Chercheur, Mali
- Basile Mulwani Makelele, PhD, Université de Lubumbashi, RD. Congo
- Bekolo Engoudou Bruno, PhD, Université de Douala, Cameroun
- Bitouga Bernard Aristide, PhD, Université de Douala, Cameroun
- BOUMA Carine Nadège, PhD, Université de Bamenda, Cameroun
- Christian Bumute, PhD, Université de Likasi, RD Congo
- Essome Lele Gislain Arnaud, PhD, Unité de recherche ECLLA, Université de Jean-Monnet Saint-Étienne, Cameroun
- Félix N'dia Anon, PhD, Université Félix Houphouet-Boigny, Côte d'Ivoire
- Fidélie Ntshikala, PhD, Université de Kolwezi, RD Congo
- Fo-Koku D. Woameno, PhD, Université de Lomé, Togo

- Gaby Ilunga Mutombo, PhD, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Gano Nouhou, PhD, Université cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
- Gninneyo Sylvestre-Pierre NIYA, PhD, Ecole Normale Supérieure, Burkina Faso
- Kongue Toyindou, PhD, Université de Lomé, Togo
- Lago Blé Angelin, PhD, Université Jean-Lorougnon Guede, Daloa, Côte d'Ivoire.
- Matthias Cinyabuguma, PhD, Banque mondiale, RD Congo
- Melingui Ayissi, PhD, Université de Douala, Cameroun
- Metsena Ndjavoua, PhD, Université de Maroua, Cameroun
- Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBÉ, Phd, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB), Mali
- Moussa Coulibaly, PhD, Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal
- Moussa Dourfaye Abdoul-kadze, Phd, Service de Santé, Niger
- Nebie Boukary, PhD, Université de Fada N'Gourma, Burkina Faso
- Nyebe Atangana Sandrine, PhD, Ministère des enseignements secondaires, Cameroun
- Patrice M'Bétien KONE, PhD, Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire
- Philippe Kasongo Maloba Tshikala, PhD, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Raymond-Bernard Ahouandjinou, PhD, Université d'Abomey Calavi, Benin
- Serge Caleb Mbula Musasa Mwadianvita, PhD, Université Pédagogique Nationale (UPN) de Kinshasa, RD Congo
- Sidibé Ousmane, PhD, Université de San Pedro, Côte d'Ivoire
- Yamsoumouna Ndimma Joël., PhD, Centre d'études et de recherches en Droit international et communautaire (CEDIC), Tchad

Revue Panafricaine de la Jeunesse
Revue scientifique internationale
ISSN : 2790-6248 I e-ISSN : 2790-6256
Editions Lumumba
Un nouvel élan de l'édition africaine
Email : contact@editionslumumba.com
Afriscience
African Scientific Universe

Digital, élections et autonomisation des femmes et filles au Maniema : recueil des activités de la quinzaine du mois de mars 2023 à l'université de Kindu

[Digital, elections, and empowerment of women and girls in Maniema : collection of activities during the fortnight of March 2023 at Kindu University]

Okandju Masangu Erick
Betofe Bangala
Omari Andjelani
Kalume Feza
Radjabo Andjelani
Kasimu Akida[1]
Omolela Selemani [2]
Enseignants-chercheurs/ RD Congo
Email : erickokandju@gmail.com

Résumé

Les disparités entre les hommes et les femmes face aux technologies nouvelles forment la source d'inégalités professionnelles, d'inégalités dans l'éducation et la formation, d'inégalités des chances des unes et des autres faces au développement de la société de l'information. Cependant, il est nécessaire de briser cet écart, afin de permettre à la femme et à la jeune fille d'accéder à cette éducation numérique. « Celle-ci peut assurer l'autonomisation de la femme en développant le business qui est le commerce électronique », ainsi, les femmes et les filles peuvent renforcer ou améliorer leurs activités génératrices des revenus (AGR) grâce au numérique, et même conquérir le pouvoir et se faire représenter valablement à l'instar des hommes. L'objectif de cette réflexion était de pouvoir appeler la gente féminine à la prise de conscience pour son autonomisation dans tous les secteurs de la vie compte tenu des avancées enregistrées dans le digital. Pour y arriver, nous avons mis en musique les récits de vie, les entretiens et les témoignages oraux selon l'esprit de l'histoire immédiate. La technique documentaire est venue secondée cette démarche.

Mots : Numérique, Elections, Autonomisation.

[1] Université de Kindu/République Démocratique du Congo, Facultés de psychologie et Sciences de l'Education, Droit et Sciences Sociales Politiques et Administratives

[2] Université Pédagogique Nationale/République Démocratique du Congo,Faculté des sciences sociales, politiques et administratives

Abstract

The disparities between men and women in the face of new technologies are the source of professional inequalities, inequalities in education and training, inequalities of opportunity for each other in the development of society. 'information. However, it is necessary to break this gap, in order to allow women and girls to access this digital education. "This can ensure the empowerment of women by developing the business that is e-commerce", thus women and girls can strengthen or improve their income-generating activities (IGA) through digital, and even conquer the to be able and to be represented validly like men. The objective of this reflection was to be able to call women to awareness for their empowerment in all sectors of life given the advances recorded in digital technology. To achieve this, we set life stories, interviews and oral testimonies to music in the spirit of immediate history. The documentary technique came to support this approach.

Key words: Digital, Elections, Empowerment.

0. Introduction

Le numérique reste « un grand défi pour la République démocratique du Congo » en générale et dans la province du Maniema en particulier (BETOFE BANGALA, 2023). L'éducation numérique est tout ce qui peut former et transformer quelqu'un en maîtrisant les outils informatiques. Il permet à l'homme de vivre dans une société dont l'environnement technologique évolue constamment. Donc, c'est une éducation qui est en rapport avec la technologie moderne (TIC), une éducation qui se donne à l'aide des outils technologiques. Sa participation à la gestion de la chose publique s'avère de plus en plus une nécessité pour arrêter l'hémorragie. Selon le rapport de la commission sur l'égalité des chances femmes et hommes, les femmes au cours du siècle dernier, ont accompli de grands progrès dans le droit de participer aux élections, même si les avancées relatives à leur pleine participation à la vie démocratique restent inégales.

En RDC, cette participation rencontre le domaine de la décentralisation qui est un mode d'organisation administrative de « l'Etat » selon lequel ce dernier transfère les pouvoirs de décisions à des organes locaux relativement indépendant du pouvoir central sous réserve du contrôle de tutelle du pouvoir créateur. Celle-ci c'est-à-dire la participation de la femme aux élections est encore garantie dans la constitution et autres lois du pays. Malgré toutes ces garanties, la participation de la femme à la vie politique du pays demeure faible. D'où la nécessité de ce notre objet d'étude dans un monde caractérisé par les avancées dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication ; sans oublier les élections qui pointent à l'horizon en République démocratique du Congo.

1. Méthodologie

En ce qui concerne la Méthodologie dans cette réflexion, nous avons fait recourt à l'histoire immédiate en fonction du schéma de verhagen. Dans cette réflexion, cette méthode nous a permis de pouvoir retracer les réalités du terrain selon non seulement les témoignages des sources vivantes, mais aussi sur les sources orales, (Verhaegen B., 1974). Cette méthode a été appuyée par la technique documentaire qui nous a aidé à récolter les données à travers les documents en lien avec notre objet d'étude.

2. Education numérique égalitaire et autonomisation des femmes et filles

En nous référant au thème national choisi pour cette année par le ministère du genre, famille et enfant : « *Education numérique égalitaire pour la paix et l'autonomisation des femmes et des filles en R.D.C* ». Ce thème nous interpelle tous que l'éducation numérique est une réalité à laquelle le pays ne peut échapper. Raison pour laquelle, la République démocratique du Congo à travers ses ministères d'Enseignement Supérieur et Universitaire, et aussi d'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique doivent assurer une formation nette aux élèves, aux étudiants et étudiantes sur la maîtrise des outils technologiques. Il en est de même aux travailleurs, aux dirigeants, aux communautés, en général qui n'ont pas eu la chance de maîtriser des outils informatiques et de poursuivre une formation continue.

Cette éducation numérique doit se faire de manière égalitaire entre les deux sexes. Le défi est que la femme et la fille sont en retard d'éducation par rapport aux avancées de l'homme. Il sied d'indiquer que, les disparités entre les hommes et les femmes face aux technologies nouvelles forment la source d'inégalités professionnelles, d'inégalités dans l'éducation et la formation, d'inégalités des chances des unes et des autres faces au développement de la société de l'information. Cependant, il est nécessaire de briser cet écart, afin de permettre à la femme et à la jeune fille d'accéder à cette éducation numérique. « Celle-ci peut assurer l'autonomisation de la femme en développant le business qui est le commerce électronique », ainsi, les femmes et les filles peuvent renforcer ou améliorer leurs activités génératrices des revenus (AGR) grâce au numérique.

Par ailleurs, le renforcement des capacités des femmes pour l'accès à la technologie de l'information et de la communication est une des solutions pour l'inclusion féminine au numérique en R.D.C. Moins des femmes actuellement s'adaptent au nouveau système de travail en ligne, une réalité qui existe. Cette formation sur le renforcement de leurs capacités vise une mise à jour adéquate, afin de réduire les inégalités d'accès à la technologie de l'information et de la communication.

En outre, la gente féminine doit participer à la prise de conscience, à l'usage des applications numériques et à savoir saisir les opportunités offertes à leur portée. La

femme rurale et celle vivant en ville doivent comprendre comment les données sont gérées et échangées entre les applications. D'après les informations de l'union internationale de télécommunication, 19% de femmes ont accès au numérique en République démocratique du Congo. Cette réalité est considérée par les scientifiques comme une fracture d'accès au numérique par les femmes (KALUME FEZA, 2023)

3. Numérique et autonomisation de la femme et de la fille en milieux universitaires

Ce point est une narration de l'histoire vécue par un enseignant sur l'usage de téléphones intelligents (Erick OKANDJU, 2023). Quand je donnais par suppléance le cours d'histoire du Congo et de l'Afrique en deuxième graduat en Sciences économiques de l'Université de KINDU, Pendant la pause, j'ai entendu une conversation entre deux étudiantes. Cette conversation est libellée comme suit : La première fille disait à sa collègue : " *comme nous sommes en pause, je pars sur télégramme consulter quelques ouvrages nous disponibilités par l'enseignant*". Pour la seconde : " *je veux causer avec mon homme*". Elle a pris son téléphone en monologuant :

Je le cherche d'abord sur Watshaap.

Ha ! Il n'est pas connecté.

Je pars sur instragram.

Malheureusement, il n'est pas aussi là.

Je vérifie sur Facebook.

Oui, je vois Mon Homme.

L'entretien a commencé :

La Fille : *Mon étoile, ça va ?*

L'homme : *OKLM bébé et vous ?*

La Fille : *TOKOS mon chéri, tu sais quoi ? J'ai trop aimé le film XXXX que tu m'as envoyé hier sur whatsapp et ça me fait penser à vous*.

L'homme : *waw ! Je vois. On se voit ce soir ?*

La Fille : *Lol ! C'est validé mon oiseau rare* ….

Nous n'en connaissons plus la suite du rendez-vous.

Comme j'avais l'habitude de faire passer le Travaux dirigés après la pause, j'ai placé ces deux étudiantes devant. L'une sur la rangée gauche et l'autre sur la rangée de droite.

Les résultats étaient lesquels ?

La première qui été amoureuse de la lecture via son télégramme a réussi avec brio au Travail dirigé, seule et sans aide de quiconque. Elle a fait *4 points sur 5*.

Alors que la seconde, malgré les efforts fournis pour tricher aux côtés de ses collègues étudiants (Hommes), a échoué avec fracas car a eu *1 sur 5.*

Cette illustration vient montrer l'importance de l'utilisation du numérique avec discernement par les femmes et les filles en milieux universitaires**.**

Vous pourriez vous demander ce que ce le numérique *et l'Autonomisation*.

Pour être simpliste : le numérique égal au digital, c'est-à-dire tout ce qui a trait aux doigts. Donc, les appareils digitaux sont des ceux pour lesquels on les doigts pour leur fonctionnement. Par exemple :

- Les téléphones intelligents ;
- Les tablettes ;
- Le PDA, etc.

Alors que l'autonomisation est l'action de rendre autonome, indépendant, libre dans les actions. Il y a plusieurs sortes d'autonomisation, mais nous allons tambouriner sur l'aspect général qui est l'auto-prise en charge.

Le numérique offre plusieurs avantages dans la formation académique ; à savoir :

- La réduction du coût dans la recherche ;
- La facilité d'accès et la proximité aux donnés car ça se fait en un clic surtout si l'on a une bibliothèque virtuelle ;
- Optimisation de la recherche et l'apprentissage et/ou la formation car le monde est devenu comme un village planétaire.

  Ex. La direction ou l'encadrement à distance.

En ce qui concerne les désavantages, on peut citer :

- La dépendance surtout lors que l'on est accro ;
- L'exposition aux publications malsaines (la pornographie, etc.) ;
- L'initiation à la sorcellerie, l'escroquerie, etc.

De tout ce qui précède, l'utilisation du digital en milieux Universitaires est nécessaire. Il est recommandable de faire une bonne orientation dans l'apprentissage et la formation pour qu'elle soit bénéfique à toutes les utilisatrices au lieu que la gente féminine continue seulement à compter sur ses collègues hommes pour la réussite aux évaluations**.**

Pour y parvenir, il faut se procurer les appareilles digitaux, se former quand ce et ne pas les utiliser à tort.

4. Elections à Kindu et autonomisation de la femme dans un monde digitalisé

La participation à la gestion de la respublica s'avère de plus en plus une nécessité pour arrêter l'hémorragie (ANDJELANI OMARI, 2023). Avant d'entrer en profondeur de ce sous-point sur la participation de la femme au processus électoral, nous brossons un peu l'évolution historique de la participation de la femme en Afrique et particulièrement en RD. Congo dans la gestion de la communauté.

Nourrissons-nous pour la plupart des traditions orales, légendaires qui permettent de dégager le rôle joué par la femme dans un certain nombre des sociétés africaines prés-coloniales. Ces sociétés très diverses qu'il s'agisse des **ashanti,** des ibo, des NZAKARA ont des organisations sociales variées plus ou moins centralisées aux bases économiques différentes. Mais elles ont pour point commun que les femmes n'y sont pas rejetées à l'arrière-plan politique et qu'elles y occupent à l'époque coloniale une place qu'elles apparaissaient bien souvent avoir perdu depuis lors. Quand les femmes exercent le pouvoir politique, s'est essentiellement sous trois formes : seules, associées à un souverain et associées à un groupe. L'exercice solitaire du pouvoir est le plus rare. On n'en trouve qu'un exemple, chez les **love Dou** du Transvaal. Cette pratique y fût introduite aux XIX^{ème} Siècle par le Roi MOUGODO qui s'unit incestueusement à sa fille MOUDJUJI 1ère celle-ci exerçait sur une fonction religieuse levée au cycle des pluies. Ce cas isolé dans une société patrilinéaire on y vit apparaitre d'autres reines mais en fait c'est surtout au sein d'un couple (Roi, Reine, Princesse que s'exerce un pouvoir politique féminin. Ces couples royaux étaient chez les Siva di (Afrique du Sud), les Luanda d'Angola, les Bamilékés (Cameroun), les Ashanti du Ghana. Dans toutes ces sociétés matrilinaires, la féminité est relativement valorisée et la répartition du travail entre les sexes.

Dans ce compte de fait, il s'agit du redressement d'un bilan des acquis aussi fragmentaire soient-ils que la place des femmes dans les systèmes sociaux précoloniaux. De la situation africaine à celle du Zaïre (RDC) d'une manière particulière, l'administration coloniale belge est plus systématique et contraignante que l'administration coloniale anglaise et française. L'objectif principal et constant de cette administration est le contrôled de travail africain. Le noir est la plus grande richesse d'après Léopold II. Le contrôle de la vie sociale est secondaire n'interviendra que plus tard. L'enseignement joue Une fonction importante de contrôle par celui qui est au-dessus du système.

Il n'y avait pas des femmes scolarisées jusque dans les années 1950, au moment où les familles européennes s'installent. On aura alors besoin des femmes comme ménagères pour garder les enfants. Cet emploi demeure limité pour les femmes ; on a révélé des cas où les garçons ayant servi comme domestiques chez les blancs ont été emmenés à la métropole par les patrons et on eut accès une instruction plus poussées. Mais on ne trouve aucun cas similaire concernant les femmes. Dans le cadre de leur fonction de ménagère. Elles servaient parfois d'intermédiaires entre les blancs

et les chefs indigènes, en ce sens qu'elles fournissaient des renseignements sur les manières de vivre et autres. Elles servaient parfois de concubines.

Elles ne sont donc pas considérées comme agents de production pendant longtemps. Les statistiques démographiques les ont ignorées à peu près jusqu'en 1920. (Coquery vidrovitecat,1987).

Cette question d'égalité des sexes connait une spectaculaire inflexion récente, avec la mise en œuvre d'une politique délibérée et volontariste, visant à corriger les inégalités existantes, tandis que l'établissement de la parité pour l'accès aux mandants électoraux et l'exercice des fonctions électives, concrétisant les principes posés par la constitution du 18 février 2006 telle que modifiée à ce jours a créé des contraintes dont les effets se feront sentir au cours des différentes échéances électorales organisées dans les pays en vue de permettre aux femmes de briser le silence et d'y participer avec des bons projets des politiques publiques au-delà des discours fatalistes traditionnels.

3.1. Femmes et enjeux électoraux

En RDC, cette participation rencontre le domaine de la décentralisation qui est mode d'organisation administrative de « l'Etat » selon lequel ce dernier transfère les pouvoirs de décisions à des organes locaux relativement indépendants du pouvoir central sous réserve du contrôle de tutelle du pouvoir créateur. Celle-ci c'est-à-dire la participation de la femme aux élections est encore garantie à l'article 14 de la constitution et autres lois du pays. Malgré toutes ces garanties, la participation de la femme à la vie politique du pays demeure faible suite aux multiples contraintes d'ordre culturel, politique, économique, réligieux, etc. Voilà pourquoi aujourd'hui avec le vent de la digitalisation, elles peuvent nourrir des ambitions pour accéder aux postes électifs en utilisant les réseaux pour vendre leurs images.

Au sujet de l'implication de la gente féminine dans le processus électoral, il y a quelques recommandations à faire ; à savoir :

- Les hommes et femmes doivent voter pour les femmes ;
- les femmes doivent adapter leurs discours des campagnes aux réalités environnementales de leur société ;
- les femmes doivent se tailler une personnalité qui attirera les électeurs vers elles ;
- la femme doit exprimer et manifester ses ambitions politiques au sein de son parti politique et autres regroupements;
- Préparer une grande équipe des observateurs pour surveiller ses voies.

5. Conclusion

Le monde évolue constamment, et il est crucial que les femmes progressent également. La digitalisation est devenue une nécessité incontournable, non seulement pour leur formation et leur émancipation, mais aussi dans tous les domaines, leur offrant ainsi l'autonomie nécessaire pour rivaliser avec les hommes. Notre article scientifique, "*Digital, élections et autonomisation des femmes et filles au Maniema : recueil des activités de la quinzaine du mois de mars 2023 à l'université de Kindu*", s'inscrit dans cette perspective en remettant en question le rôle essentiel des femmes dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Il est temps d'encourager toutes les parties prenantes à s'engager activement dans la promotion de la participation des femmes, qui est souvent restreinte dans divers domaines, notamment dans les TIC, comme c'est le cas ici. Ensemble, nous avons le pouvoir de créer un environnement inclusif où les femmes pourront pleinement contribuer et s'épanouir dans le domaine des TIC. En favorisant l'égalité des chances et en offrant un soutien adéquat, nous pouvons véritablement changer la donne et permettre aux femmes de jouer un rôle prépondérant dans l'ère numérique en constante évolution.

6. Bibliographie

Andjelani Omari (2023), *Participation de la femme au processus électoral à Kindu : enjeux et perspectives*, UNIKI, Conférence-débat, 8 mars, inédit.

Betofe Bangala (2023), *Education numérique égalitaire pour la paix et l'autonomisation des femmes en RDC,* UNIKI, Conférence-débat, 8 Mars, inédit.

Constitution de la République démocratique du Congo du 18 février 2006.

Coquevery Viohovicat (1987), *L'histoire des femmes en Afrique*, Paris, l'harmattan.

Kalume Feza (2023), *Femmes et Filles du Maniema, progressions dans l'adaptation numérique de la Mondialisation pour l'auto-prise en Charge, la paix sociale et paritaire*, UNIKI, Conférence-débat, inédit.

Okandju Masangu (2023), *Numérique et autonomisation de de la femme en milieux académiques*, UNIKI, Séance panel, 11 Mars, inédit.

Verhaegen B. (1974), « Histoire inédite et engagement politique », in *cahiers Zaïrois d'études politiques et sociales*, UNAZA, LUBUMBASHI, N°03, Octobre.